

[Vos prénom, nom]
[Adresse]
[Code postal, Ville]
[Téléphone]
[Adresse e-mail]

À l'attention de Monsieur/Madame le/la Président·e
du Tribunal administratif de [ville]
[Adresse du tribunal administratif]

[Ville], le [Date]

Objet : Requête en référé-liberté – absence de mise en œuvre de la notification MDPH concernant [Prénom Nom de l'enfant]

Monsieur/Madame le/la Président·e,

Je soussigné(e) [vos prénom et nom], agissant en qualité de représentant légal de mon enfant, [Prénom Nom], né(e) le [date de naissance], sollicite par la présente un référé-liberté sur le fondement de l'article L. 521-2 du Code de justice administrative.

La MDPH, par décision en date du [date de la notification] (dossier n° [numéro MDPH]), a notifié un accompagnement par AESH selon les modalités suivantes : [préciser : individuel ou mutualisé, volume horaire, temps méridien/scolaire/périscolaire].

Or, à ce jour, cette notification n'a pas été appliquée. Mon enfant, inscrit à [nom de l'école], en classe de [classe], à [ville], se trouve ainsi dans l'impossibilité de fréquenter l'école, ce qui constitue une atteinte grave et manifestement illégale à son droit fondamental à l'éducation, garanti par le Code de l'éducation et la Convention internationale relative aux droits des personnes handicapées.

Je vous demande en conséquence d'ordonner à l'État de mettre en œuvre sans délai l'accompagnement notifié par la MDPH, afin de permettre la scolarisation effective de mon enfant.

Vous trouverez en pièces jointes :

- copie de la notification MDPH,
- certificat de scolarité de l'enfant,
- copies de mes courriers adressés à l'académie restés sans réponse.

Je vous prie d'agréer, Monsieur/Madame le/la Président·e, l'expression de ma considération distinguée.

[Signature]